



COMPTE RENDU – PARTICIPATION CITOYENNE EUROPEENNE
ACTION AVESNES LES AUBERTS – SPIP CAMBRAI
20/09/2018

<https://www.quelleestvotreeurope.fr/>

Présents

- M. LABY Pascal (Directeur de l'association Action)
- M. LAMBERT Benoit (Directeur Pénitentiaire d'Insertion et de Probation)
- Mme DUBOIS Amélie (Animatrice de l'association Action)
- Mme LEBRETON Camille (Conseillère Pénitentiaire d'Insertion et de Probation Stagiaire)
- Mme FLINOIS Jade (Conseillère Pénitentiaire d'Insertion et de Probation Stagiaire)
- M. DI PARDO Lucas (Conseiller Pénitentiaire d'Insertion et de Probation)

[33 participants]

*Lors de cette participation européenne qui avait pour but d'inviter les citoyens à la réflexion sur l'Europe qu'ils souhaitent et au vote, c'est sur la question de **l'harmonisation** qu'a porté le débat (une des questions proposées par le questionnaire mis en ligne).*

1) L'échange a pu débuter en abordant les disparités existantes entre les pays d'Europe sur la question **de l'emploi**.

L'exemple d'une participante, Roumaine, diplômée infirmière et diététicienne dans son pays d'origine a pu mettre le débat en perspective, en nous informant qu'elle ne parvenait pas à faire valider son diplôme en France. De même, un échange a eu lieu autour du salaire moyen en Roumanie, à hauteur de 350 euros/mois.

L'idée **d'une harmonisation par et vers le haut** est ressortie de cette discussion.

2) La question de la protection sociale et notamment de la sécurité sociale a également été abordée. C'est l'idée d'une vision globale et d'une harmonisation qui est ressortie, pour se sentir tous européens et sur un même pied d'égalité, quitte à connaître la disparition de certains avantages. Cependant, au cours de la réflexion, c'est l'impression qu'un courant libéral se ferait de plus en plus sentir en Europe qui a émergé avec le souhait **d'une harmonisation par et vers le haut** qui se retrouve en conclusion.

3) C'est la question de **la justice** qui a ensuite été abordée et notamment autour de la justice sociale, où les participants relèvent une impression d'une harmonisation vers un droit renforcé au profit de l'employeur et au détriment du salarié.

Le souhait **d'une harmonisation par et vers le haut** ne déséquilibrant pas la relation employeur/salarié s'est fait entendre.

Ce souhait s'est également fait entendre concernant les droits humains au sein de l'Europe sur divers domaines comme le remboursement de l'IVG, le droit à la fin de vie (2 personnes contre, 31 personnes pour) ou le don d'organes. L'idée qui en ressort est d'être encadré par une législation qui laisse une autonomie de **choix** à chaque individu.

4) Les échanges entre les individus des pays a également été abordé. En effet, dans l'assistance, une minorité de participants a pu voyager au sein de l'Europe et un questionnaire a eu lieu quant au fait de parler de l'Europe sans la connaître, au sens physique du terme.
Le souhait d'une **harmonisation des échanges de voyageurs** était présent.

5) La question **des impôts et taxes** a fait son apparition.
L'exemple du prix du carburant a été relevé, avec l'exemple de la Belgique.
Une harmonisation des prix et donc du niveau de vie est souhaitée par l'assistance.

Le débat s'est ensuite orienté sur la qualité des produits alimentaires qui serait différente en fonction des pays.

La réflexion a alors glissée vers cette question : Faut-il tout harmoniser ? Ne faudrait-il pas laisser une place à la richesse que peut être la diversité ?

C'est le souhait **d'une harmonisation en conservant les spécificités** qui s'est imposée.

Un désir de tirer la législation vers le haut en imposant une qualité minimale tout en laissant le choix aux pays d'apporter des modifications en fonctions des goûts locaux.

6) La question de **la fiscalité** a ensuite été abordée.
L'exemple des cotisations sociales en France a été utilisé par les participants avec le souhait d'une harmonisation des impôts au sein de l'Europe.
Le sujet des paradis fiscaux a suscité un vif débat.
L'harmonisation est souhaitée par les participants afin d'éviter les fuites d'impôts.
L'exemple de la Grèce a été abordé.

A la clôture de la séance, la question a été posée aux participants de sélectionner une évolution qu'ils souhaiteraient voir en Europe et qui les touche particulièrement :

- Un salaire minimum universel, décent (x2).
- La lutte contre les discriminations au travail (notamment sur l'âge et le handicap).
- La retraite harmonisée à 60 ans (x2).
- La liberté et la fraternité.
- La parité Homme/Femme.
- L'accès au soins, notamment la gratuité totale (x2).
- L'égalité d'accès au soins et au travail, peu importe la situation.
- Le travail pour tous.
- L'application effective du droit au logement.
- L'augmentation du SMIC.
- L'accès à l'éducation.
- La liberté vestimentaire.
- L'égalité de salaire entre les Femmes et les Hommes.
- L'utilisation de l'eau de pluie (Environnement).
- La représentation citoyenne dans le domaine de la Justice.
- Une égalité totale dans les domaines de l'adoption, de la PMA et du mariage.
- Un « package » de droits humains fondamentaux européens garantis.
- Une interdiction de l'évasion fiscale sur l'ensemble du territoire européen.